

# *Pleins feux*

## *sur les AU*

juin 2007

### **« Je veux vous remercier pour ma maison » : la campagne pour l'immeuble de Prestes Maia**



**Ces enfants de l'immeuble de Prestes Maia ont entre les mains des lettres envoyées en leur faveur par le Réseau AU. © AI**

Le 3 novembre 2003, plusieurs centaines de familles sans abri se sont installées dans l'immeuble de Prestes Maia, une usine de vêtements désaffectée située dans le centre de São Paulo, au Brésil. Cette tour de 22 étages, restée à l'abandon pendant plus de douze ans, était devenue un lieu de rendez-vous pour les dealers et les prostituées. Avec l'aide d'une ONG locale, le Movimento Sem-Teto do Centro (MSTC, Mouvement

des sans-toit de São Paulo), les familles ont nettoyé le bâtiment, transportant hors du site l'équivalent de 300 camions de débris et de grandes quantités d'eaux usées. Elles ont mis leurs ressources en commun pour financer la rénovation de l'immeuble, créer des services, notamment une bibliothèque, un cinéma ainsi qu'une galerie d'art, et organiser régulièrement des manifestations culturelles.

Des avocats du mouvement des sans-toit sont parvenus à écarter plusieurs ordonnances d'expulsion pendant que le MSTC tentait de négocier avec les autorités municipales. En février 2007, face aux fortes pressions exercées par les manifestants et à l'inquiétude exprimée par la communauté internationale, la municipalité a signé avec les habitants un accord qui a permis à certaines familles d'être relogées de façon permanente et à d'autres d'obtenir des aides afin de pouvoir payer un loyer en attendant d'obtenir un logement définitif. (Voir l'AU 288/06, AMR 19/036/2006 du 30 octobre 2006, ainsi que l'AU 35/07, AMR 19/004/2007 du 9 février 2007 et sa mise à jour.)

En mai 2007, une délégation d'Amnesty International a visité l'immeuble de Prestes Maia alors qu'il était en cours d'évacuation et a pu s'entretenir avec des représentants du MSTC et des familles qui y avaient habité.



**Le chercheur d'Amnesty International chargé du Brésil (à droite) dans les sous-sols du Prestes Maia, en compagnie de l'avocat Manoel Del Rio (au centre) et d'une résidente de l'immeuble. © AI**

Jomarina, une des responsables du MSTC, a remercié Amnesty International au nom des familles du Prestes Maia :

*« Nous ne nous attendions pas à une telle victoire, mais grâce à l'engagement d'Amnesty, notre campagne est soudain devenue visible. »*

*« Aujourd'hui, je veux vous remercier pour ma maison », a déclaré une autre femme. « Je vivais dans un taudis sans salle de bain avec mon enfant handicapé. J'étais une fille de la rue, traitée comme une moins que rien, j'ai perdu ma mère à cause de la violence, j'étais seule. Ce logement m'a aidée moi, mais aussi mon enfant. »*

*« Les sans-abri sont précipités dans un gouffre dont ils ne peuvent pas sortir ; ils sont victimes de violences policières, d'agressions sexuelles », explique l'avocat Manoel Del Rio, qui travaille avec le MSTC. « Le meilleur moyen de développer un projet social complet, c'est de leur trouver un logement. Nous les voyons quand ils arrivent, et nous les voyons quand ils repartent. Ils arrivent affamés, perdus. Puis, petit à petit, ils reconstruisent non seulement leur vie mais aussi celle de leur famille. Le fait d'avoir un logement les rend autonomes, leur permet de sortir de la dépendance. Cela leur offre la possibilité de trouver un emploi, d'avoir des revenus. À partir de là, ils peuvent commencer à se battre pour d'autres droits. »*

*« Votre soutien a été très important, conclut Manoel. Les organisations de défense des droits humains n'avaient pas prêté attention au mouvement des sans-toit. Amnesty International a donné sa place au droit au logement au sein des droits fondamentaux. Aujourd'hui, la lutte continue de plus belle. »*

Ivaneti de Araujo, une des responsables du MSTC, qui vivait dans la rue avant de rejoindre le mouvement, a fait part à Amnesty International de son immense gratitude. Elle a pu témoigner de l'impact direct des lettres sur les autorités de São Paulo. Elle a en effet entendu un de leurs représentants dire dans le bureau du maire : *« Réglons le problème pour que les étrangers cessent de nous harceler. »*

**Pour en savoir plus sur l'action  
qu'Amnesty International mène sur  
la pauvreté et les droits humains,**

**merci de consulter le site suivant :  
<http://web.amnesty.org/pages/poverty-index-fra>**

*La version originale en langue anglaise a été publiée par Amnesty International,  
Secrétariat international, Peter Benenson House, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.  
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -  
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*